

Accueil mitigé pour la proposition relative au soutien interne des quatre auteurs de la proposition sur le coton

Un certain nombre de Membres se sont déclarés favorables à la dernière proposition qu'ont présentée quatre pays africains au sujet du soutien interne en faveur du coton, à l'occasion du premier examen approfondi du texte par le Sous-Comité le 27 mars, mais l'un deux — les États-Unis — a dit que cela ne mettrait pas les négociations sur la voie du succès.

Les quatre auteurs de la proposition (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) ont clarifié leur proposition concernant la réduction et dans un deuxième temps l'élimination du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges dans un nouveau document examiné par le Sous-Comité du coton le 2 mars. Parmi les nouveaux détails figure une formule visant à assurer que les abaissements concernant le coton seront plus importants que pour l'agriculture dans son ensemble, a indiqué l'un des auteurs, le Tchad, au Comité.

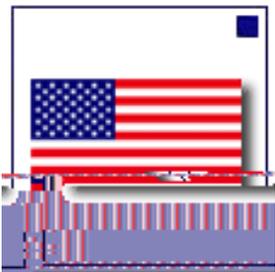
La formule est conçue de façon que les abaissements des subventions de la catégorie orange (ou MGS) concernant le coton soient plus importants que ceux prévus pour l'agriculture dans son ensemble, ce qui était l'un des objectifs convenus à la Conférence ministérielle de Hong Kong en décembre 2005.

> [Pour en savoir plus](#)

n

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES [haut de page](#)

États-Unis: l'ouverture alimente une croissance économique solide



L'Organe d'examen des politiques commerciales a réalisé les 22 et 24 mars son huitième examen des politiques et pratiques commerciales des États-Unis. L'examen a été présidé par l'Ambassadeur Claudia Uribe (Colombie), l'Ambassadeur Amina Chawahir Mohamed (Kenya) faisant office de modérateur.

Depuis le dernier examen des politiques commerciales en 2004, les États-Unis ont enregistré une croissance économique vigoureuse, favorisée par l'ouverture et la transparence de leur régime commercial, lequel a soutenu la dynamique permanente en faveur du changement et de l'efficacité qui caractérise l'ensemble de l'économie des États-Unis, selon un rapport du Secrétariat de l'OMC sur les politiques et les pratiques commerciales des États-Unis.

Durant la période considérée, les États-Unis, premier importateur mondial et moteur clé de la croissance mondiale, ont continué d'apporter des changements progressifs à leur régime commercial, y compris sous la forme de mesures de libéralisation sur une base NPF et préférentielle. Le rapport relève néanmoins que des obstacles à l'accès aux marchés et

d'autres mesures ayant des effets de distorsion, notamment les subventions, subsistent dans des domaines peu nombreux mais importants, et que leur suppression serait bénéfique pour les consommateurs et les contribuables des États-Unis et pour la santé de l'économie mondiale. Le rapport indique également qu'il est important de prévenir d'éventuelles attitudes protectionnistes. Pour cela, il faudra sans doute des efforts aux États-Unis, consistant notamment en une réduction de la consommation et des dépenses du secteur public, et dans le reste du monde, en un accroissement des dépenses.

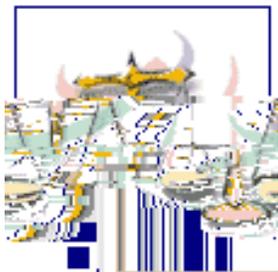
> _____

l'Australie, la Colombie et le Costa Rica. Des consultations sont encore en cours avec les États Unis et le Moldova.

n

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS [haut de page](#)

L'ORD adopte des décisions dans le différend concernant les mesures fiscales du Mexique sur les boissons sans alcool



L'Organe de règlement des différends a adopté le 24 mars les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire "Mexique – Mesures fiscales concernant les boissons sans alcool et autres boissons" (DS308) qui avait été engagée par les États Unis.

> [Pour en savoir plus](#)

Le 17 mars, l'ORD avait établi des groupes spéciaux chargés d'examiner, respectivement, les droits antidumping du Mexique sur les tubes et tuyaux en acier en provenance du Guatemala (DS331); les mesures de la Turquie affectant l'importation de riz des États-Unis (DS334); et les réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires destinés à des pays pétroliers en provenance d'Argentine effectués par les États-Unis (DS268).

> [Pour en savoir plus](#)

Le 14 mars, l'ORD a adopté les rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial concernant le deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 dans l'affaire "États Unis: traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" " (DS108).

> [Pour en savoir plus](#)

Le 6 mars, l'Organe d'appel a publié son rapport concernant l'appel du Mexique dans l'affaire "Mexique – Mesures fiscales concernant les boissons sans alcool et autres boissons" (DS308) qui avait été formé par les États Unis devant l'OMC.

n

FAITS NOUVEAUX [haut de page](#)

Le CCD réuni en Session extraordinaire élit un nouveau Président

Le Comité du commerce et du développement, réuni le 6 mars en Session extraordinaire, a élu son nouveau Président, l'Ambassadeur Burhan Gafoor (Singapour).

Les pays les moins avancés (PMA) ont évoqué la question de la décision relative à l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent. Ils ont dit que les modalités de cette décision devraient être mises au point dans le cadre de la Session extraordinaire du CCD et que seul l'examen de la mise en œuvre de la décision devrait être traité dans le cadre de la Session ordinaire du CCD. Cependant, un Membre a déclaré qu'à ce stade,

il ne pouvait pas accepter que la question soit traitée dans le cadre de la Session extraordinaire et a estimé que des consultations supplémentaires à ce sujet étaient nécessaires. Selon lui, la question devrait être examinée dans le cadre de la Session ordinaire du CCD comme prescrit dans la Déclaration de Hong Kong ou même par le Sous-Comité des PMA.

Les Membres ont aussi examiné les propositions restantes de la catégorie I axées sur des accords particuliers.

Le Président a l'intention de tenir des consultations informelles sur les propositions axées sur des accords particuliers avant la prochaine réunion formelle qui est prévue pour le 7 avril 2006.

Le CCD adopte un programme de travail

Le Comité du commerce et du développement est convenu le 3 mars d'adopter son projet de programme de travail pour 2006 avec encore un changement apporté sur la base d'une déclaration de la Zambie, Coordonnateur du Groupe des PMA. Il a été convenu qu'un point consacré à l'examen des mesures prises pour accorder aux PMA un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent serait inscrit à l'ordre du jour des réunions restantes en 2006.

Les Communautés européennes et les États-Unis ont présenté les questions

SCluss d'uhabilitationsqui etouhainnt si'Acordecadre dur la bcopéationn

prophaine xamen dommplt de auspectsde no351sgocition setouhait ausaTj T*

fond au débat. Les Membres se sont déclarés satisfaits des renseignements et des analyses fournis par le Secrétariat dans la note et lui ont demandé de fournir un certain nombre de données complémentaires à la réunion suivante du Sous Comité.

Le Sous-Comité a repris son examen de la note intitulée "[Possibilités offertes aux pays les moins avancés d'améliorer leur compétitivité dans le secteur des textiles et des vêtements](#)" (WT/COMTD/LDC/W/37). Pour donner suite à une requête formulée par le Sous Comité à sa session précédente, le Secrétariat a établi une note contenant des statistiques récentes sur les importations de textiles et de vêtements de certaines économies en provenance des PMA.

Le Danemark, le Royaume-Uni et la Suisse donnent 1,9 million de francs suisses pour le Cadre intégré



Le Danemark, le Royaume-Uni et la Suisse ont fait un don d'un montant total de 1,9 million de francs suisses pour l'établissement de l'Unité de mise en œuvre du programme du Cadre intégré. "Cette contribution renforce l'engagement pris par les Ministres du commerce à Hong Kong de soutenir le Cadre intégré", a dit le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy.

> [Pour en savoir plus](#)

n

[AUTRES ACTIVITÉS DE L'OMC](#) [haut de page](#) Lamy: "L'OMC est ouverte au dialogue"



Le Directeur général, M. Lamy, a prononcé un [discours](#) devant l'Institut universitaire des Hautes études commerciales (HEI) à Genève, le 14 mars, dans lequel il disait que l'OMC était une organisation dans l'archipel de la gouvernance globale qui était ouverte au dialogue et sensible aux préoccupations en matière de développement et aux autres questions internationales. Il a fait état des efforts mis en œuvre par l'OMC pour aider les pays pauvres à obtenir des versions génériques meilleur marché de médicaments brevetés et a indiqué que le Secrétariat de l'OMC maintenait des relations de travail avec près de 200 organisations internationales.

Dans un [message vidéo](#) adressé le 28 mars au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, M. Lamy a dit que la Convention et l'OMC 3.095 -2.6

